

LC

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 47.690/2
DU 12 JANVIER 2010

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre des Affaires sociales, le 6 janvier 2010, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 21 décembre 2001 fixant les procédures, délais et conditions en matière d'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités dans le coût des spécialités pharmaceutiques", a donné l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"L'urgence est motivée par la circonstance que les mesures, telles que décidées par le gouvernement lors de la fixation de l'objectif budgétaire global 2010, doivent entrer en vigueur au 1^{er} avril 2010 et vu la nécessité d'exécuter dans les délais les communications aux demandeurs concernées, telles que prévues dans le cadre de ces mesures, étant entendu que la publication au Moniteur Belge du présent arrêté doit avoir lieu avant le 30 janvier 2010, afin de réaliser complètement les économies presupposées dans l'année 2010."

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

.../...

Observation générale

Certaines dispositions du projet - par exemple, les articles 6, 7, 8 et 17 - entendent pourvoir à l'exécution de l'article 35*bis*, § 6, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, qui prévoit que les pouvoirs conférés au Roi sont exercés "sur la proposition" des ministres qui ont les Affaires sociales et les Affaires économiques dans leurs attributions. Dès lors, on fera également référence au Ministre qui a les Affaires économiques dans la formule de proposition ⁽¹⁾.

Observations particulières

Préambule

1. À l'alinéa 1^{er}, il convient de mentionner les subdivisions précises des articles 35*bis* et 35*ter* de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 (ci-après, la loi coordonnée), qui procurent un fondement légal à l'arrêté en projet.

En outre, il convient de mentionner l'article 35*quater*, ainsi que l'article 72*bis*, § 2*bis*, de la même loi qui procurent aussi un fondement légal à l'arrêté en projet.

2. L'article 69, alinéa 8, de la loi du 27 avril 2005 relative à la maîtrise du budget des soins de santé et portant diverses dispositions en matière de santé, tel qu'inséré par la loi-programme du 23 décembre 2009, procure un fondement légal partiel à l'arrêté en projet, notamment, sous réserve des observations particulières faites ci-après à leur propos, aux articles 14 et 15 du projet.

⁽¹⁾ Voir en ce sens, l'avis 41.744/1, donné par la section de législation du Conseil d'État le 19 décembre 2006, sur un projet devenu l'arrêté royal du 15 février 2007 modifiant l'arrêté royal du 21 décembre 2001 fixant les procédures, délais et conditions en matière d'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités dans le coût des spécialités pharmaceutiques.

Cette disposition doit par conséquent être également visée au préambule ⁽²⁾.

3. De manière générale, devront être mentionnées toutes les modifications encore en vigueur apportées aux dispositions qui procurent un fondement légal au projet à l'examen.

4. Aux alinéas 4 et 5, il y a lieu de mentionner la date de l'avis de l'Inspecteur des Finances et de l'accord du Secrétaire d'État au Budget.

Dispositif

Article 12

1. À l'article 12, 2/, du projet, le paragraphe 2, 2/, en projet serait plus clairement rédigé si les mots "visées au point 1/ du présent paragraphe" étaient remplacés par les mots "visées à l'article 34, alinéa 1^{er}, 5/, c), 1) et 2) de la loi".

2. L'article 12, 10/ et 11/, du projet appellent les observations suivantes :

2.1. Le paragraphe 5, alinéa 1^{er}, en projet, ainsi que le paragraphe 5*bis*, alinéa 1^{er}, en projet, rappellent des règles qui résultent déjà de l'article 35*ter*, § 3, alinéa 1^{er}, de la loi coordonnée, inséré par la loi-programme du 23 décembre 2009.

De même, dans le paragraphe 5, alinéa 3, en projet, et, dans le paragraphe 5*bis*, alinéa 4, en projet les mots "et la spécialité est supprimée de la liste de plein droit, sans tenir compte des procédures fixées dans l'article 35*bis* de la loi", se bornent à rappeler la teneur de l'article 35*ter*, § 3, alinéa 2, de la loi coordonnée, inséré par la loi-programme du 23 décembre 2009.

⁽²⁾ Voir dans un sens similaire, l'avis 41.744/1 précité.

Le procédé qui consiste à reproduire ou à paraphraser des dispositions législatives dans un texte de nature réglementaire, ne peut être admis. Il en va d'autant plus ainsi lorsque des nuances, des ajouts ou des retraits sont ainsi apportés aux dispositions législatives.

Pareil procédé est en effet de nature à induire en erreur sur la nature juridique exacte des règles en question. En outre, lorsque le texte des dispositions réglementaires diffère de celui des dispositions législatives, il est susceptible de modifier la portée de ces dernières et partant, de les méconnaître.

Les dispositions examinées doivent être omises.

- 2.2. Le paragraphe 5, alinéa 2, en projet, et le paragraphe *5bis*, alinéa 3, en projet, déduisent du silence du demandeur que ce dernier "marque son accord avec la réduction du prix de la spécialité concernée au niveau tel que calculé sous 1/ de l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe".

Un tel système de présomption ne peut être admis. En effet, il est contraire à l'article 35^{ter}, § 3, alinéa 2, de la loi coordonnée, inséré par la loi-programme du 23 décembre 2009, qui prévoit que, "Si le demandeur ne choisit pas une des trois options [mentionnées à l'alinéa 1^{er}], la spécialité est supprimée de la liste, de plein droit, sans tenir compte des procédures fixées dans l'article 35^{bis}".

3. En ses alinéas 1^{er}, 2 et 4, l'article 12, 12/, du projet comporte des règles qui résultent déjà des alinéas 5 à 7 de l'article 35^{ter}, § 1^{er}, de la loi coordonnée, insérés par la loi-programme du 23 décembre 2009.

Ces alinéas appellent donc une observation identique à celle formulée ci-avant au point 2.1, à propos de l'article 12, 10/ et 11/, du projet.

Article 13

1. Au 1/ de l'article 13 du projet, les mots "troisième alinéa" ne devraient-ils pas être remplacés par les mots "quatrième alinéa" ?

2. Au 2/ de l'article 13 du projet, les mots "septième alinéa" ne devraient-ils pas être remplacés par les mots "huitième alinéa" ?

Article 14

Les dispositions appelées à former l'article 56, §§ 1 à 1^{ter}, de l'arrêté du 21 décembre 2001 dont la modification est envisagée, paraphrasent, en de nombreux points, l'article 69, alinéas 4 à 7 et 12, de la loi du 27 avril 2005 relative à la maîtrise du budget des soins de santé et portant diverses dispositions en matière de santé, tel que modifié par la loi-programme du 23 décembre 2009.

Toutefois, cette paraphrase se différencie, sur certains points, de l'article 69 de la loi du 27 avril 2005 précitée. Ainsi, entre autres, au paragraphe 1^{er} en projet, il n'est pas fait référence à la date du 31 décembre 2009 mentionnée à l'article 69, alinéa 7, de la loi. Par ailleurs, les paragraphes 1 et 1^{bis} en projet ne mentionnent que les "bases de remboursement" et non "les prix et les bases de remboursement", comme visés à l'article 69 de la loi.

Dès lors que, comme rappelé plus haut, le procédé qui consiste à reproduire ou à paraphraser des dispositions législatives dans un texte de nature réglementaire, ne peut être admis, surtout lorsque des nuances, des ajouts ou des retraits sont ainsi apportés aux dispositions législatives, il convient d'omettre des dispositions à l'examen tout ce qui constitue une paraphrase de l'article 69 de la loi ⁽³⁾.

S'agissant des différences existant entre le texte en projet et l'article 69 précité, il convient par ailleurs d'avoir égard au fait que la seule habilitation conférée au Roi par l'article 69, alinéas 4 à 8 et 12, de la loi du 27 avril 2005 précité, tel que modifié par la loi-programme du 23 décembre 2009, figure à l'alinéa 8 dudit article 69 et porte exclusivement sur la modification des pourcentages visés aux alinéas précédents.

Les dispositions de l'arrêté en projet qui entendent mettre en oeuvre les nouvelles dispositions législatives rappelées ci-avant devraient donc être limitées à cet objet.

L'arrêté en projet doit être revu en conséquence.

Article 19

La rédaction de l'article d'exécution soulève les deux difficultés suivantes.

D'une part, s'agissant de la mention du "Ministre qui a les Affaires sociales et la Santé publique dans ses attributions", le texte ne tient pas compte de ce que, les pouvoirs d'exécution devant perdurer dans le temps, il y a lieu de désigner non pas le ministre individuellement par la mention du ou des titres qu'il porte au moment de l'adoption de l'arrêté ni par l'ensemble des compétences dont il est investi actuellement

⁽³⁾ Voir dans un sens similaire, l'avis 38.408/1, donné le 17 mai 2005 par la section de législation du Conseil d'Etat sur un projet devenu l'arrêté royal du 23 mai 2005 modifiant l'arrêté royal du 21 décembre 2001 fixant les procédures, délais et conditions en matière d'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités dans le coût des spécialités pharmaceutiques.

mais de charger de cette exécution celui qui a et qui aura en charge la matière spécifiquement réglée par l'arrêté, en y renvoyant ⁽⁴⁾.

D'autre part, il ne mentionne pas le ministre qui a les Affaires économiques dans ses attributions, alors que certaines dispositions du projet relèvent également des compétences de ce dernier ⁽⁵⁾.

Il y a donc lieu de rédiger l'article d'exécution comme suit :

"Le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions et le ministre qui a les Affaires économiques dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté" ⁽⁶⁾.

⁽⁴⁾ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet "Technique législative", recommandation n/ 167.

⁽⁵⁾ Voir l'observation générale. Cons. *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet "Technique législative", recommandation n/ 166.

⁽⁶⁾ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet "Technique législative", formule F 4-7-2.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Messieurs	G. KEUTGEN,	assesseurs de la section de législation,
	G. de LEVAL,	
Madame	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mme A. VAGMAN, auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

B. VIGNERON

Y. KREINS

LC

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 47.690/2
VAN 12 JANUARI 2010

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op 6 januari 2010 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Sociale Zaken verzocht haar, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de procedures, termijnen en voorwaarden inzake de tegemoetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen in de kosten van farmaceutische specialiteiten", heeft het volgende advies gegeven :

Overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

De motivering in de brief luidt als volgt :

"L'urgence est motivée par la circonstance que les mesures, telles que décidées par le gouvernement lors de la fixation de l'objectif budgétaire global 2010, doivent entrer en vigueur au 1^{er} avril 2010 et vu la nécessité d'exécuter dans les délais les communications aux demandeurs concernées, telles que prévues dans le cadre de ces mesures, étant entendu que la publication au Moniteur Belge du présent arrêté doit avoir lieu avant le 30 janvier 2010, afin de réaliser complètement les économies présumées dans l'année 2010."

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerking

Sommige bepalingen van het ontwerp - bijvoorbeeld de artikelen 6, 7, 8 en 17 - beogen de uitvoering van artikel 35bis, § 6, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, waarin wordt voorgeschreven dat de aan de Koning verleende bevoegdheden worden uitgeoefend "op voorstel" van de ministers die de sociale zaken en de

.../...

economische zaken onder hun bevoegdheid hebben. In de voordrachtformule dient derhalve tevens van de Minister van Economie melding te worden gemaakt ⁽¹⁾.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

1. In het eerste lid moeten de exacte onderverdelingen vermeld worden van de artikelen 35*bis* en 35*ter* van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994 (hierna te noemen : de gecoördineerde wet), die een rechtsgrond vormen van het ontworpen besluit.

Bovendien moet melding worden gemaakt van artikel 35*quater*, alsook van artikel 72*bis*, § 2*bis*, van dezelfde wet, die eveneens een rechtsgrond opleveren voor het ontworpen besluit.

2. Artikel 69, achtste lid, van de wet van 27 april 2005 betreffende de beheersing van de begroting van de gezondheidszorg en houdende diverse bepalingen inzake gezondheid, zoals het ingevoegd is door de programmawet van 23 december 2009, levert een gedeeltelijke rechtsgrond op voor het ontworpen besluit, meer bepaald voor de artikelen 14 en 15 van het ontwerp, onder voorbehoud van de bijzondere opmerkingen die hierna over die artikelen worden gemaakt.

Deze bepaling dient bijgevolg eveneens vermeld te worden in de aanhef ⁽²⁾.

⁽¹⁾ Zie in dat verband advies 41.744/1, gegeven door de afdeling Wetgeving van de Raad van State op 19 december 2006, over een ontwerp dat aanleiding gegeven heeft tot het koninklijk besluit van 15 februari 2007 tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 december 2001 tot vaststelling van de procedures, termijnen en voorwaarden inzake de tegemoetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen in de kosten van farmaceutische specialiteiten.

⁽²⁾ Zie in overeenkomstige zin het voornoemde advies 41.744/1.

3. Algemeen beschouwd moet melding worden gemaakt van alle nog van kracht zijnde wijzigingen aangebracht in de bepalingen die een rechtsgrond opleveren voor het voorliggende ontwerp.

4. In het vierde en vijfde lid moet de datum van het advies van de Inspecteur van Financiën worden vermeld, alsook de datum van de akkoordbevinding van de Staatssecretaris van Begroting.

Dispositief

Artikel 12

1. In artikel 12, 2/, van het ontwerp, zou de ontworpen paragraaf 2, 2/, duidelijker gesteld zijn als de woorden "bedoeld in punt 1/ van deze paragraaf" vervangen zouden worden door de woorden "omschreven in artikel 34, eerste lid, 5/, c), 1) en 2) van de wet".

2. In verband met artikel 12, 10/ en 11/ van het ontwerp behoren de volgende opmerkingen te worden gemaakt :

2.1. De ontworpen paragraaf 5, eerste lid, alsook de ontworpen paragraaf 5*bis*, eerste lid, memoreren regels die reeds blijken uit artikel 35*ter*, § 3, eerste lid, van de gecoördineerde wet, ingevoegd bij de programmawet van 23 december 2009.

Zo ook zijn de woorden "en wordt de specialiteit van rechtswege geschrapt uit de lijst, zonder rekening te houden met de procedures bepaald in artikel 35*bis* van de Wet", in de ontworpen paragraaf 5, derde lid, en in de ontworpen paragraaf 5*bis*, vierde lid, alleen maar een herhaling van de inhoud van artikel 35*ter*, § 3, tweede lid, van de gecoördineerde wet, ingevoegd bij de programmawet van 23 december 2009.

De werkwijze, die erin bestaat in een regelgevende tekst wetsbepalingen over te nemen of te parafraseren, kan niet worden aanvaard. Dit geldt des te meer wanneer aldus wetsbepalingen op bepaalde punten genuanceerd, aangevuld of beperkt worden.

Deze werkwijze schept immers verwarring wat het precieze rechtskarakter van deze regels betreft. Wanneer de tekst van de verordeningsbepalingen bovendien verschilt van de tekst van de wetsbepalingen, kan de draagwijdte van die wetsbepalingen door die tekst gewijzigd worden en kan die tekst aldus de wetsbepalingen schenden.

De onderzochte bepalingen moeten worden weggelaten.

- 2.2. De ontworpen paragraaf 5, tweede lid, en de ontworpen paragraaf 5*bis*, derde lid, leiden uit het stilzwijgen van de aanvrager af dat deze "akkoord gaat met de daling van de prijs van de betrokken specialiteit tot op het niveau zoals berekend onder het eerste lid, 1/."

Zulk een werken met vermoedens is onaanvaardbaar. Het is immers in strijd met artikel 35*ter*, § 3, tweede lid, van de gecoördineerde wet, ingevoegd bij de programmawet van 23 december 2009, dat het volgende bepaalt : "Indien de aanvrager niet kiest voor één van de drie [...] opties [vermeld in het eerste lid], wordt de specialiteit van rechtswege en zonder rekening te houden met de procedures bepaald in artikel 35*bis*, geschrapt uit de lijst".

3. In het eerste, tweede en vierde lid van artikel 12, 12/, van het ontwerp staan regels die reeds voortvloeien uit het vijfde tot zevende lid van artikel 35*ter*, § 1, van de gecoördineerde wet, welke leden ingevoegd zijn bij de programmawet van 23 december 2009.

Die leden geven dus aanleiding tot eenzelfde opmerking als die welke hierboven is gemaakt in punt 2.1 bij artikel 12, 10/ en 11/ van het ontwerp.

Artikel 13

1. Moeten in onderdeel 1/ van artikel 13 van het ontwerp de woorden "derde lid" niet vervangen worden door de woorden "vierde lid" ?

2. Moeten in onderdeel 2/ van artikel 13 van het ontwerp de woorden "zevende lid" niet vervangen worden door de woorden "achtste lid" ?

Artikel 14

De bepalingen die artikel 56, §§ 1 tot 1^{ter}, van het besluit van 21 december 2001 moeten vormen, dat men van plan is te wijzigen, zijn op heel wat punten een parafrase van artikel 69, vierde tot zevende lid, en twaalfde lid, van de wet van 27 april 2005 betreffende de beheersing van de begroting van de gezondheidszorg en houdende diverse bepalingen inzake gezondheid, zoals gewijzigd bij de programmawet van 23 december 2009.

Die parafrase verschilt evenwel op sommige punten van artikel 69 van de voornoemde wet van 27 april 2005. Zo bijvoorbeeld wordt, onder meer, in de ontworpen paragraaf 1 niet de datum 31 december 2009 genoemd, die wel vermeld wordt in artikel 69, zevende lid, van de wet. Bovendien is er in de ontworpen paragrafen 1 en 1^{bis} alleen sprake van de "vergoedingsbases" en niet van "de prijzen en vergoedingsbasissen/vergoedingsbases" zoals vermeld in artikel 69 van de wet.

Aangezien, zoals hierboven in herinnering is gebracht, de werkwijze die erin bestaat in een regelgevende tekst wetsbepalingen over te nemen of te parafraseren, niet kan worden aanvaard, vooral niet wanneer aldus wetsbepalingen genuanceerd, aangevuld of beperkt worden, moet in de voorliggende bepalingen al wat een parafrase is van artikel 69 van de wet vervallen ⁽³⁾.

⁽³⁾ Zie in dezelfde zin advies 38.408/1, op 17 mei 2005 verstrekt door de afdeling Wetgeving van de Raad van State over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 23 mei 2005 tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 december 2001 tot vaststelling van de procedures, termijnen en voorwaarden inzake de tegemoetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen in de kosten van farmaceutische specialiteiten.

Wat betreft de verschillen tussen de ontworpen regeling en het voornoemde artikel 69, moet er bovendien op worden gelet dat de enige machtiging die aan de Koning is verleend bij artikel 69, vierde tot achtste lid, en twaalfde lid, van de voornoemde wet van 27 april 2005, zoals dat is gewijzigd bij de programmawet van 23 december 2009, in het achtste lid van het genoemde artikel 69 staat en uitsluitend betrekking heeft op de wijziging van de percentages genoemd in de voorgaande leden.

De bepalingen van het ontworpen besluit bedoeld om de nieuwe wetsbepalingen die hierboven in herinnering zijn gebracht ten uitvoer te leggen, moeten dus daartoe worden beperkt.

Het ontworpen besluit moet dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 19

De redactie van de uitvoeringsbepaling doet de volgende twee problemen rijzen.

Enerzijds wordt met de formulering "de Minister bevoegd voor Sociale Zaken en Volksgezondheid" in de tekst over het hoofd gezien dat, aangezien de uitvoeringsbevoegdheden in de tijd moeten voortduren, niet de minister persoonlijk behoort te worden aangewezen, door het vermelden van de titel of titels die hij draagt op het tijdstip van het vaststellen van het besluit, noch van alle bevoegdheden die hij thans heeft, maar dat degene die bevoegd is en bevoegd zal zijn voor de specifiek in het besluit geregelde aangelegenheid, met die uitvoering moet worden belast door ernaar te verwijzen ⁽⁴⁾.

⁽⁴⁾ Zie *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 167.

Anderzijds wordt in de regeling geen gewag gemaakt van de minister bevoegd voor Economische Zaken, terwijl sommige bepalingen van het ontwerp ook onder de bevoegdheid van die minister vallen ⁽⁵⁾.

De uitvoeringsbepaling moet bijgevolg als volgt worden gesteld :

"De minister bevoegd voor Sociale Zaken en de minister bevoegd voor Economische Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit" ⁽⁶⁾.

⁽⁵⁾ Zie de algemene opmerking. Zie ook : *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 166.

⁽⁶⁾ Zie *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", formule F 4-7-2.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouw	M. BAGUET,	
de Heren	G. KEUTGEN,	assessoren van de afdeling wetgeving,
	G. de LEVAL,	
Mevrouw	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr A. VAGMAN, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

B.VIGNERON

Y. KREINS